

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 8-11 février 2010

PROJETS APPROUVÉS PAR CORRESPONDANCE

Point 10 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2010/10
26 janvier 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR CORRESPONDANCE ENTRE LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE 2009 ET LA PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 2010 – ÉTHIOPIE 106650

Réponse aux crises humanitaires et amélioration de la résistance à l'insécurité alimentaire

Le 14 janvier 2010, l'augmentation budgétaire a été soumise aux membres du Conseil pour approbation par correspondance. Cette révision couvrait la fourniture de 382 159 tonnes supplémentaires de produits alimentaires pour un coût de 253 908 649 dollars. L'approbation a été obtenue le 23 janvier 2010.

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	680 877 349	114 134 321	795 011 670
Coût total pour le PAM	1 333 172 360	253 908 649	1 587 081 009

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale): M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attaché de liaison principal: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. Cette augmentation budgétaire permettra au PAM d'apporter en 2010 une assistance alimentaire urgente à 4,8 millions de personnes en:
 - mettant à disposition 382 159 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, d'une valeur de 114 millions de dollars;
 - relevant le montant alloué au transport extérieur de 27 millions de dollars, sur la base du taux actuel de 123 dollars la tonne;
 - augmentant les autres coûts opérationnels directs (autres COD) de 4 millions de dollars pour financer une enquête qualitative et quantitative sur les produits alimentaires, ainsi que les coûts afférents à la surveillance; et
 - augmentant de 20 pour cent le tarif unitaire du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM), qui passe de 199 dollars à 239 dollars la tonne, pour couvrir les coûts découlant des modifications apportées à l'opération logistique¹; compte tenu de l'accroissement du volume transporté, les coûts TTEM augmentent globalement de 91 millions de dollars.
2. L'augmentation des besoins pour 2010 est imputable à la situation d'urgence prolongée consécutive à la sécheresse de 2009 et à l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires: on s'attend à ce que près de 4,8 millions d'Éthiopiens aient besoin d'une assistance alimentaire d'urgence cette année, soit une augmentation de 4,1 millions par rapport aux prévisions initiales concernant 2010 pour cette intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR).

JUSTIFICATION DE LA REVISION BUDGETAIRE

Résumé des activités

3. L'IPSR 106650, prévue de janvier 2008 à décembre 2010 et destinée à combattre l'insécurité alimentaire aiguë, appuie le Plan de développement accéléré et durable pour l'élimination de la pauvreté (PASDEP) mis en place par le Gouvernement. Elle contribue à la réalisation des Objectifs stratégiques 1, 2 et 4 du PAM. Elle comprend les quatre composantes suivantes:
 - i) **Secours:** distributions générales de vivres aux communautés exposées à l'insécurité alimentaire et touchées par de graves et imprévisibles pénuries de vivres. L'assistance comprend la fourniture d'aliments composés enrichis (compléments nutritionnels) destinés à diminuer la gravité de la malnutrition des personnes vulnérables dans la population visée par les secours.

¹ Les besoins d'importations de l'Éthiopie mettant à rude épreuve la capacité du port de Djibouti, le Gouvernement a facilité l'ouverture du port de Berbera et de Port Soudan, ce qui améliore les délais de livraison des produits alimentaires importés, mais accroît les dépenses logistiques. La Réserve de sécurité alimentaire de l'Éthiopie est également un mécanisme important qui permet d'éviter les ruptures dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; toutefois, le fait d'emprunter à la Réserve et de la rembourser entraîne des coûts supplémentaires de transport, tant primaire que secondaire. En outre, le PAM a renforcé son rôle dans le transport terrestre dans la région Somali. Par ailleurs, l'inflation et la hausse du prix des carburants ont entraîné une augmentation des coûts de transport.



- ii) **Supplémentation alimentaire ciblée:** distributions d'aliments composés enrichis, d'huile et d'aliments prêts à l'emploi aux femmes enceintes et mères allaitantes et aux enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë, qui ont été repérés grâce au dépistage nutritionnel.
 - iii) **Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP)** dans les districts où l'insécurité alimentaire grave est chronique et prévisible; des activités Vivres contre travail (VCT) sont menées par les bénéficiaires aptes au travail pour financer des investissements en faveur de la réduction des risques de catastrophe, avec distributions gratuites à ceux qui sont dans l'incapacité de participer.
 - iv) **VIH/sida en milieu urbain:** appui alimentaire ciblé dans 14 centres urbains en faveur des ménages, des femmes et des enfants séropositifs ou indirectement touchés par le VIH/sida.
4. Dans le descriptif initial de l'IPSR², les besoins de secours alimentaires pour 2008-2010 ont été évalués en se fondant sur les tendances des cinq dernières années en matière de vulnérabilité, et le nombre des bénéficiaires de la supplémentation alimentaire ciblée a été calculé à partir des tendances déduites du dépistage de la malnutrition aiguë effectué par le Ministère de la santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Les projections révisées ont été établies d'après les évaluations saisonnières interorganisations effectuées sous la direction du Gouvernement. Comme prévu, les crises de grande ampleur nécessitant une assistance alimentaire supplémentaire exigent des augmentations budgétaires pour couvrir les besoins additionnels. Cette IPSR, qui s'achève en décembre 2010, a déjà fait l'objet de huit augmentations. Ces révisions concernaient surtout des variations des coûts, mais la révision budgétaire 4 et la révision budgétaire 6 étaient liées à des besoins de secours de grande ampleur en 2008 et en 2009.
5. Après l'approbation de l'IPSR en octobre 2007, les besoins ont augmenté en Éthiopie à cause de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, conjuguée aux faibles pluies saisonnières et à l'insécurité sévissant dans la région Somali. Le PAM et ses partenaires ont augmenté considérablement la composante Secours pour répondre aux besoins accrus, mais en raison des pénuries de ressources, les rations ont été réduites à partir du milieu de 2008, ce qui a compromis les effets de l'intervention. Les conséquences de la sécheresse et des prix élevés des denrées alimentaires se sont encore fait sentir en 2009, la sécheresse entraînant une nette réduction de la production des saisons des pluies *belg*³ et *gu*⁴ (récolte en milieu d'année⁵). Comme en 2008, faute de ressources suffisantes pour les secours du premier semestre de 2009, les rations et le nombre de distributions ont été réduits, et les mécanismes de survie des communautés ont été extrêmement sollicités. En raison de ce manque de ressources, au total, de janvier à décembre, seuls sept cycles de distributions mensuelles de secours ont été assurés, au lieu des 12 prévus. L'évolution du nombre des bénéficiaires de secours liée pendant les crises de 2008 et 2009 est présentée dans le tableau 1 ci-dessous.

² Se reporter aux paragraphes 9 à 11, 31 et 41, et au tableau 1 du document WFP/EB.2/2007/9-C/5.

³ La saison *belg*, qui est la saison des pluies dans les terres de haute et moyenne altitude, dure de février à mai.

⁴ La saison *gu*, qui est la saison des pluies dans la région Somali, dure de mars à mai.

⁵ La récolte *belg* de juillet représente environ 10 pour cent de la production céréalière éthiopienne.



6. L'évaluation à mi-parcours de l'IPSR 106650 a été entreprise au dernier trimestre 2009. L'équipe d'évaluation a souligné l'importance du rôle du PAM dans la fourniture de secours alimentaire à l'Éthiopie et en a confirmé la pertinence. Toutefois, elle a recommandé que le PAM collabore avec ses partenaires humanitaires en Éthiopie pour évaluer l'impact de l'ensemble des interventions de secours en termes de vies sauvées et de protection des moyens de subsistance. Tout en attendant le rapport d'évaluation final, le PAM a engagé des pourparlers avec l'UNICEF en vue de conduire de concert une évaluation des opérations d'assistance alimentaire et nutritionnelle qui serait menée en 2010.

TABLEAU 1: ÉVOLUTION DU NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES DE SECOURS ALIMENTAIRES

2008		2009	
Avril: document relatif aux besoins ⁶	2,2 millions	Janvier: besoins humanitaires ⁷	4,9 millions
Juin: besoins humanitaires révisés ⁸	4,6 millions	Mai: intervention ad hoc supplémentaire	5,3 millions
Septembre: besoins humanitaires révisés ⁹	6,4 millions	Juillet: besoins prévus pour les secours alimentaires utilisés pour l'intervention ¹⁰	6,2 millions

Conclusions et recommandations issues de la réévaluation

7. Une évaluation interorganisations de la sécurité alimentaire à la *mi-meher*¹¹, qui a eu recours à l'étude de l'économie des ménages fondée sur les moyens d'existence, a été réalisée entre le 28 septembre et le 11 octobre 2009, sous la direction du Gouvernement, avec la participation du Secteur régional de la gestion des risques de catastrophes et de la sécurité alimentaire (DRMFSS)¹², d'institutions des Nations Unies, d'organisations non

⁶ Document établi conjointement par le Gouvernement éthiopien et des partenaires humanitaires. *Humanitarian Requirements*, avril 2008. Addis-Abeba.

⁷ Document établi conjointement par le Gouvernement éthiopien et des partenaires humanitaires. *Humanitarian Requirements*, 2009, 30 janvier 2009. Addis-Abeba.

⁸ Document établi conjointement par le Gouvernement éthiopien et des partenaires humanitaires. *Revised Humanitarian Requirements*, 2008, 12 juin 2008. Addis-Abeba.

⁹ Document établi conjointement par le Gouvernement éthiopien et des partenaires humanitaires. *Revised Humanitarian Requirements*, 2008, 14 octobre 2008. Addis-Abeba.

¹⁰ Secteur de la gestion des risques de catastrophes et de la sécurité alimentaire. Besoins nationaux de secours alimentaires prévus de juin à décembre 2009 et stratégies pour faire face aux besoins actuels et supplémentaires, 13 juillet 2009. Addis-Abeba. Le chiffre estimatif de juillet 2009 a été confirmé ultérieurement par un document relatif aux besoins humanitaires révisés, établi sur la base de l'évaluation de la sécurité alimentaire de juillet et diffusé en octobre 2009. Document établi conjointement par le Gouvernement éthiopien et des partenaires humanitaires. *Humanitarian Requirements*, octobre-décembre 2009, 22 octobre 2009. Addis-Abeba.

¹¹ La *meher* (ou *kiremt*) est la longue saison de fortes pluies des zones de haute ou moyenne altitude — qui dure habituellement de juin à septembre.

¹² Le DRMFSS est l'organisme qui remplace la Disaster Prevention and Preparedness Agency (Office de prévention des catastrophes et de planification préalable).



gouvernementales (ONG) et de gouvernements donateurs¹³. L'objectif était d'évaluer les répercussions probables de l'arrivée tardive des pluies et de leur irrégularité sur la production *meher/deyr* et de prévoir l'incidence sur la sécurité alimentaire de janvier à juin 2010.

8. Il est ressorti de l'évaluation que, malgré les efforts déployés par le Gouvernement, en collaboration avec ses partenaires humanitaires, pour faire face aux difficultés que rencontre actuellement l'Éthiopie sur le plan humanitaire, les besoins devraient rester massifs pendant au moins les six premiers mois de 2010, en raison de l'usure des moyens de survie (due en partie à la réponse insuffisante apportée à la situation d'urgence de grande ampleur qui frappe l'Éthiopie depuis 2008), aggravée par les mauvais résultats prévus pour les campagnes *meher* et *deyr*¹⁴ de 2009. La récolte *meher* a lieu en novembre et décembre et représente environ 90 pour cent de la production céréalière éthiopienne. Les pluies irrégulières de 2009 ont endommagé les cultures et réduit les pâturages disponibles dans les herbages des basses terres des régions orientale, sud-orientale et méridionale du pays.
9. L'évaluation a servi de point de départ pour le plan multisectoriel d'intervention en cas d'urgence pour janvier-juin 2010, qui a été diffusé le 7 décembre 2009¹⁵. Il est estimé que près de 4,8 millions de personnes exposées à l'insécurité alimentaire ne seront pas en mesure de faire face à leurs besoins alimentaires de base. Ces personnes auront besoin de secours alimentaires pendant les six premiers mois de 2010, pour un coût estimatif de 195 millions de dollars. Il faudra en outre 75 millions de dollars pour financer les interventions d'urgence dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture et de l'élevage. Les ministères des secteurs concernés et leurs partenaires se chargeront de ces interventions non alimentaires.
10. Les conséquences préjudiciables des prix élevés des denrées alimentaires au niveau local continuent également de se faire sentir. Pendant le dernier trimestre de 2009, les prix des produits alimentaires ont diminué d'environ 40 pour cent par rapport au record de juillet-août 2008, mais les prix des céréales sont restés environ 25 pour cent plus élevés que la moyenne sur cinq ans, ce qui grève le pouvoir d'achat¹⁶. Pour la troisième année consécutive, le Gouvernement importe plus de 400 000 tonnes de blé afin de stabiliser les prix dans les zones urbaines, mais l'accès aux produits alimentaires dans les zones rurales à déficit vivrier reste très préoccupant, en particulier là où les récoltes ont été insuffisantes en raison des faibles pluies *belg/gu* et de l'arrivée tardive et la mauvaise répartition des pluies *meher/deyr*.
11. En outre, la situation nutritionnelle reste précaire. En l'absence de dispositif de surveillance nutritionnelle établi et d'enquêtes nutritionnelles régulières, les principaux indicateurs de la prévalence de la malnutrition sont les suivants: i) admissions en alimentation thérapeutique; et ii) résultats du dépistage utilisant la mesure du tour de bras des enfants de moins de 5 ans. Selon ces indicateurs, le degré d'émaciation est "grave"

¹³ Le Gouvernement réalise des évaluations de la sécurité alimentaire en utilisant une méthode fondée sur l'économie des ménages. Se reporter aux paragraphes 15, 31 et 40 du document WFP/EB.2/2007/9-C/5.

¹⁴ La campagne *deyr*, qui dure d'octobre à novembre, est la courte saison des pluies de la région Somali.

¹⁵ Plan multisectoriel d'intervention en cas d'urgence: janvier-juin 2010. Plan national d'intervention en cas d'urgence établi conjointement par le Gouvernement éthiopien et des partenaires humanitaires, Addis-Abeba, décembre 2009.

¹⁶ Données hebdomadaires sur les marchés recueillies par les bureaux auxiliaires du PAM et données de l'Ethiopian Grain Trade Enterprise (Entreprise éthiopienne du commerce des céréales).



(voir le tableau 2). Dans la région Somali, une enquête nutritionnelle conjointe menée en mai 2009 a indiqué que, sur les sept lieux pris en considération, six présentaient une situation "critique" sur le plan nutritionnel: deux zones présentaient des taux globaux de prévalence de la malnutrition aiguë de 21-22 pour cent et des taux de prévalence de la malnutrition aiguë grave entre 3,3 et 2,2 pour cent, tandis que dans les quatre autres zones, les taux étaient compris entre 15 et 20 pour cent¹⁷.

12. Les résultats du dépistage nutritionnel¹⁸ pour 2007, 2008 et 2009 sont présentés dans le tableau 2¹⁹. La gravité de la situation nutritionnelle déduite de la prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans est classée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) selon les catégories suivantes: < 5 pour cent "acceptable"; 5-9 pour cent "médiocre"; 10-14 pour cent "grave"; et > 15 pour cent "critique".²⁰

TABLEAU 2: POURCENTAGE D'ENFANTS AYANT UN TOUR DE BRAS < 12 cm (ÉMACIATION GRAVE)			
Région	Novembre–Décembre 2007	Novembre–Décembre 2008	Mai–Août 2009
Afar	28,0	32,0	27,8
Amhara	6,0	10,0	10,4
Gambella	9,0	6,0	non disponible
Oromiya	5,2	10,0	10,9
SNNPR	7,0	10,0	12,6
Somali	20,0	25,0	22,6
Tigré	9,6	9,0	13,7

Finalité de l'augmentation budgétaire

13. Cette augmentation budgétaire est centrée sur le renforcement de la composante Secours de l'IPSR en réponse aux besoins d'urgence évalués pour 2010. Le nombre prévu de bénéficiaires des activités de secours est indiqué au tableau 3 pour tous les partenaires.

¹⁷ United States National Center for Health Statistics (NCHS) (Centre national de statistiques sanitaires des États-Unis).

¹⁸ Ce dépistage fondé sur la mesure du tour de bras des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et mères allaitantes est effectué dans le cadre de la Stratégie de communication renforcée pour sauver les enfants, programme conjoint du Gouvernement, de l'UNICEF et du PAM, dans 160 districts exposés à l'insécurité alimentaire.

¹⁹ Les résultats du dépistage entrepris en novembre-décembre 2009 ne sont pas encore disponibles. Il convient de noter que les taux de malnutrition sont plus élevés, de manière saisonnière, de mai à août, mois qui correspondent à la période de soudure dans les zones de culture *belg*.

²⁰ OMS, 2000.



TABLEAU 3 : NOMBRE PRÉVU DE BÉNÉFICIAIRES DES ACTIVITÉS DE SECOURS (TOUS PARTENAIRES CONFONDUS)²¹	
Région	Bénéficiaires
Afar	71 000
Amhara	853 000
Dire Dawa	34 000
Harar	7 000
Gambella	78 000
Oromiya	930 000
SNNPR	899 000
Somali	1 549 000
Tigré	340 000
TOTAL	4 761 000

Note: Les chiffres sont arrondis au millier le plus proche.

14. Le nombre de bénéficiaires des activités de secours alimentaire pourrait être revu de nouveau après la publication des résultats finals de l'évaluation *meher/deyr*, qui a été réalisée en novembre/décembre 2009. Les résultats, qui seront publiés fin janvier 2010, devraient être comparables aux conclusions de l'évaluation de la *mi-meher*. Le Gouvernement concentrera vraisemblablement les secours alimentaires sur les personnes qui ne sont pas en mesure de faire face à leurs besoins alimentaires de base, en s'appuyant sur des évaluations qui reposent sur l'analyse des budgets des ménages. Les partenaires demandent instamment que le document relatif aux besoins humanitaires mentionne également des secours appropriés en faveur des personnes qui ne sont pas en mesure de faire face à leurs besoins de subsistance, en complément des secours d'urgence qu'ils recevraient dans les secteurs de la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement ou l'agriculture.
15. À la suite de consultations avec le Gouvernement et d'autres partenaires, le PAM prend en considération les éléments ci-après pour la planification des besoins de secours alimentaires pour 2010: i) les besoins prévus de janvier à juin 2010; ii) la capacité des ONG à contribuer au programme national de secours; et iii) les besoins potentiels de juillet à décembre 2010.
16. Pour la période allant de janvier à juin 2010, les ONG²² prévoient de couvrir les besoins de 2,2 millions de personnes pendant deux mois²³. Le PAM devrait prêter assistance à un nombre réduit de bénéficiaires pendant ces deux mois, tandis que pendant les quatre autres mois, il prendra en charge le nombre total de bénéficiaires des activités de secours, soit 4,8 millions.

²¹ Document établi conjointement par le Gouvernement et des partenaires humanitaires. Plan multisectoriel d'intervention en cas d'urgence: janvier-juin 2010, décembre 2009. Addis-Abeba.

²² Save the Children UK, Save the Children USA, Food for the Hungry International, World Vision International, Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Relief Society of Tigray and Catholic Relief Services.

²³ Prévisions établies d'après les renseignements disponibles à la fin de 2009.



17. Le PAM inclut aussi dans l'augmentation budgétaire 20 pour cent pour imprévus, ce qui lui permettra éventuellement d'atteindre 2 millions de personnes supplémentaires pendant trois mois au titre de la composante Secours. Cette provision pour imprévus garantira que le PAM sera en mesure de répondre aux besoins accrus qui apparaissent généralement pendant la période de soudure précédant la récolte *belg* en juillet, et d'apporter son soutien aux populations vulnérables pendant la période allant de juin à décembre 2010.
18. En ce qui concerne l'augmentation des besoins de secours alimentaires, la stratégie de mise en œuvre est identique à celle de la composante Secours décrite dans le document de l'IPSR initiale²⁴. L'objectif primordial est d'apporter une assistance alimentaire d'urgence aux personnes touchées par de graves et imprévisibles situations d'insécurité alimentaire. Même si en 2010 les secours alimentaires cibleront principalement les personnes qui ne sont pas en mesure de faire face à leurs besoins alimentaires de base, le PAM et les partenaires collaboreront avec le DRMFSS pour s'assurer que les personnes qui sont dans l'incapacité de faire face à leurs besoins de subsistance soient elles aussi secourues, probablement en articulation avec le PPSAP. L'assistance alimentaire d'urgence sera fournie dans le cadre du programme national de secours du DRMFSS, qui distribue aux bénéficiaires des allocations mensuelles. Les comités de district gèrent les distributions de vivres; une petite quantité d'aliments composés enrichis est fournie dans le cadre de la ration de secours²⁵ aux personnes plus exposées à la malnutrition, telles que les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, les personnes âgées et les personnes handicapées.
19. L'amélioration des processus de dépistage nutritionnel dans le cadre des activités de supplémentation alimentaire ciblée a permis de raccourcir la durée de l'assistance, lorsqu'il y avait lieu. Grâce à la poursuite de la mise en place du programme de nutrition communautaire, le système de santé peut maintenant effectuer un dépistage fondé sur la mesure du tour de bras tous les trois mois au lieu de tous les six mois. Ce dépistage plus fréquent permet de repérer les personnes qui sont rétablies au bout des trois premiers mois de distribution de suppléments nutritionnels, ainsi que les nouveaux participants. De plus en plus, les personnes qui bénéficient d'une supplémentation alimentaire ciblée reçoivent une assistance alimentaire pendant trois mois au lieu des six mois qui étaient prévus dans le plan de l'IPSR initiale. Le dépistage fondé sur la mesure du tour de bras peut être entrepris dans des zones comptant un nombre élevé de participants aux programmes d'alimentation thérapeutique (hospitalisés ou non) qui ne relèvent pas du programme ordinaire de supplémentation alimentaire; dans ces zones, la ration de supplémentation alimentaire ciblée d'urgence ne sera distribuée que pendant trois mois. En conséquence, le nombre total de personnes bénéficiant du programme ciblé de supplémentation alimentaire augmente, mais en raison de la durée plus brève de l'assistance, les besoins alimentaires pour 2010 restent les mêmes²⁶.
20. Le DRMFSS alloue et distribue les vivres et rend compte de leur utilisation, en collaboration avec le PAM, pour les composantes Secours et Supplémentation alimentaire ciblée, tandis que le personnel des bureaux auxiliaires assure le suivi des distributions selon les plans établis. Les ONG fournissent des ressources complémentaires.

²⁴ Se reporter aux paragraphes 52 à 54 du document WFP/EB.2/2007/9-C/5.

²⁵ Selon un accord passé avec le Gouvernement, un supplément nutritionnel est fourni à 35 pour cent des bénéficiaires des secours.

²⁶ Se reporter aux paragraphes 55 à 57 du document WFP/EB.2/2007/9-C/5.



21. Le PAM continue d'assumer la responsabilité de la gestion et du transport des denrées alimentaires dans sept zones de la région Somali dans le cadre de l'opération logistique "réseau en roue". Les stocks de vivres sont gérés par le PAM dans des endroits stratégiques (pôles de stockage) de manière à faciliter la livraison rapide aux sites de distribution (lieux de destination); cette formule permet un suivi plus rigoureux.

TABLEAU 4: BÉNÉFICIAIRES DU PAM, PAR TYPE D'ACTIVITÉ, 2010			
Activité	Nombre actuel (plan de l'IPSR initiale pour 2010)	Augmentation	Total révisé
Activité de secours	688 000	4 072 685	4 760 685*
Filet de sécurité (PPSAP)	2 460 000	-	2 460 000
Supplémentation alimentaire ciblée régulière	597 000	366 703	1 063 703**
Supplémentation alimentaire d'urgence		100 000	
VIH/sida en milieu urbain	164 000	-	164 000
TOTAL	3 819 450***	4 539 388	8 288 833***

* Nombre maximum de personnes qui devraient avoir besoin de secours au premier semestre de 2010.

** Ainsi qu'il est expliqué au paragraphe 18, le nombre de bénéficiaires du programme ciblé de supplémentation alimentaire augmente, mais la durée de l'assistance diminue en général, si bien que les besoins de vivres pour 2010 ne sont pas plus importants.

*** Le nombre de bénéficiaires du programme ciblé de supplémentation alimentaire est réduit de 15 pour cent pour éviter un double comptage entre la supplémentation alimentaire, les secours et le PPSAP.

22. La ration de secours est la même que celle décrite dans l'IPSR initiale: céréales, légumes secs et huile végétale, apportant 1 992 kcal/personne/jour²⁷. Dans les zones à fort risque de malnutrition aiguë, les bénéficiaires les plus vulnérables (estimés à 35%) recevront un supplément nutritionnel de 150 g d'aliments composés enrichis fournissant 570 kcal/personne/jour. Les rations destinées au programme PPSAP, à la supplémentation alimentaire ciblée et au volet VIH/sida restent inchangées.

²⁷ Le PAM travaille avec le Gouvernement pour faire en sorte que les protocoles relatifs à l'application de la loi sur la prévention des risques biotechniques ne remettent pas en cause les importations d'aliments destinés à l'aide humanitaire.

TABLEAU 5: COMPOSITION DE LA RATION DE SECOURS	
Type de denrée alimentaire	g/personne/jour
Céréales	500
Légumes secs	50
Huile végétale	15
Aliments composés enrichis (supplément nutritionnel)	150
Total (à l'exception des aliments composés enrichis)	565
Total	715
<i>Kcal par jour</i>	<i>1 992/2 562*</i>

* Y compris le supplément nutritionnel fourni à 35 pour cent de la population visée par les secours.

BESOINS ALIMENTAIRES

23. Les besoins de l'IPSR 106650 pour 2010 étaient initialement estimés à 306 222 tonnes, dont 76 416 tonnes pour les activités de secours. Les besoins révisés de secours pour le pays pour les six premiers mois de 2010 s'élèvent à 529 150 tonnes. Compte tenu de ce qui s'est passé en 2008 et en 2009, à savoir que les besoins ont augmenté en milieu d'année et que les besoins de secours n'ont pas fléchi entre juillet et décembre 2009 (voir le tableau 1), le PAM a inclus une provision pour imprévus de 20 pour cent (105 830 tonnes de produits alimentaires) afin de pouvoir répondre à d'éventuels besoins supplémentaires. Les besoins totaux s'élèveraient donc à 634 980 tonnes. Compte tenu des ressources que devraient fournir des ONG, soit 84 015 tonnes, le PAM prévoit de couvrir des besoins alimentaires s'élevant à 550 965 tonnes, soit une augmentation nette de 474 549 tonnes par rapport aux 168 806 tonnes prévues pour 2010 dans le plan de budget initial; cette révision budgétaire porte donc sur 382 159 tonnes. Les besoins de secours alimentaires pourraient être revus ultérieurement après la publication des résultats de l'évaluation *meher/deyr* en janvier 2010.

TABLEAU 6: BESOINS DE SECOURS À L'ÉCHELLE NATIONALE ET POUR LE PAM, janvier–juin 2010 (tonnes)

	Besoins nationaux janvier–juin 2010	Contribution du PAM: 84% des besoins nationaux	Provision du PAM de 20% en plus des besoins nationaux pour janvier–juin 2010	Total pour le PAM après révision	Plan de budget actuel du PAM pour 2010 ²⁸	Différence: PAM – augmentation requise
Céréales	428 462	360 437	85 692	446 129	138 155	307 974
Légumes secs	42 846	36 041	8 569	44 610	11 188	33 422
Huile	12 854	10 814	2 571	13 385	5 326	8 059
Mélange maïs-soja	44 988	37 843	8 998	46 841	14 137	32 704
TOTAL	529 150	445 135	105 830	550 965	168 806	382 159

TABLEAU 7: BESOINS ALIMENTAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ (tonnes)

Activité	Chiffre actuel	Augmentation	Total révisé
Activité de secours	168 806	382 159	550 965
Filet de sécurité (PPSAP)	149 440	-	149 440
Supplémentation alimentaire ciblée	53 215	-	53 215
VIH/sida en milieu urbain	27 151	-	27 151
TOTAL	398 612	382 159	780 771

²⁸ Tel qu'établi pour la huitième révision budgétaire.



24. Les besoins totaux de l'IPSR 106650 sont indiqués dans le tableau 8.

TABLEAU 8: BESOINS DE L'IPSR 106650 POUR 2008-2010 (tonnes)					
	IPSR janvier 2008– décembre 2010	IPSR initiale 2010	Besoins révisés pour 2010	Augmentation budgétaire	IPSR révisée janvier 2008– décembre 2010
Céréales	1 292 181	289 049	597 023	307 974	1 600 155
Légumes secs	102 958	26 836	60 258	33 422	136 380
Huile	52 953	15 985	24 044	8 059	61 012
Mélange maïs-soja	235 610	66 742	99 446	32 704	268 314
TOTAL	1 683 702	398 612	780 771	382 159	2 065 861

ANNEXE

VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires¹			
Blé	297 974	205,7	61 293 252
Maïs	10 000	357,5	3 575 000
Pois cassés	16 711	462,0	7 720 482
Haricots	16 711	660,0	11 029 260
Huile végétale	8 059	1 006,5	8 111 471
Mélange maïs-soja	6 541	495,0	3 237 696
Famix (aliment composé produit localement)	26 163	732,6	19 167 160
<i>Total, produits alimentaires</i>	<i>382 159</i>		<i>114 134 321</i>
Transport extérieur			27 373 968
Total, TTEM			91 449 225
Autres coûts opérationnels directs			4 340 289
A. Total, coûts opérationnels directs			237 297 803
B. Coûts d'appui directs			0
C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent)			16 610 846
COÛT TOTAL POUR LE PAM			253 908 649

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier. La gamme précise des produits et les quantités effectives à fournir au projet, comme dans tous les projets appuyés par le PAM, peuvent varier en fonction des disponibilités.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

COD	coûts opérationnels directs
DRMFSS	Secteur régional de la gestion des risques de catastrophes et de la sécurité alimentaire
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives
SNNPR	Région des nations, nationalités et peuples du Sud
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail